

Réfugiés au Liban

des droits
pour grandir



© Santé Sud

RETROUVER LEUR MAISON. TOUS LES ENFANTS RÉFUGIÉS VIVANT AU LIBAN, QU'ILS SOIENT PALESTINIENS OU SYRIENS, N'ONT POUR S'ACCROCHER QUE CE VAGUE ESPOIR. MAIS EN ATTENDANT, EN DÉPIT DU DÉNI DE LEURS DROITS FONDAMENTAUX ET DES PRIVATIONS PHYSIQUES ET PSYCHOLOGIQUES DONT ILS SOUFFRENT, LA VIE DOIT CONTINUER ! SANTÉ SUD S'ALLIE À BEIT ATFAL ASSUMOUD POUR LES AIDER À MIEUX SURMONTER LEURS DIFFICULTÉS.

Le peuple oublié

Novembre 2015. Ce mois de feu et de larmes brouille notre esprit. Tunis, Ankara, Beyrouth, Paris puis Bamako ont été les cibles d'une même tragédie sanglante. L'émotion suscitée est immense : le silence du deuil et la compassion imposent leur priorité. On croyait cette barbarie lointaine, bien que nourrie du terreau d'une haine qui n'a pas de frontières, la voilà à nos portes. Charlie Hebdo, le Bataclan et autres lieux de sacrifices resteront pour nous le symbole d'une Liberté agressée, fondement de nos valeurs. Cette actualité dramatique a aussi son revers : celui d'effacer de nos esprits bon nombre de drames humains dont on finit par ne plus parler mais qui pourtant perdurent. Une sorte de souffrance chronique à laquelle le monde s'habitue à l'exception de ceux qui la vivent. « *Nul ne peut atteindre l'aube sans passer par le chemin de la nuit* » écrivait le poète libanais Khalil Gibran. Mais que cette nuit est longue ! Voilà plus de 60 ans que les réfugiés palestiniens au Liban vivent ce « provisoire », quatre générations à connaître la souffrance de l'exil, eux qu'on appelle les « plus vieux réfugiés du monde » ! N'ayant que les camps pour territoire, privés de citoyenneté et de bon nombre de libertés individuelles ou collectives, ils vivent ou plutôt survivent dans de véritables ghettos dont la pauvreté est à partager aujourd'hui avec les nouveaux réfugiés syriens qui affluent vers le Liban. Si le massacre de Sabra et Chatila en 1982 reste le point culminant de leur calendrier de souffrance, l'avenir d'un retour sur leur terre tarde à se profiler. Alors le provisoire devient permanent et le quotidien s'installe, comme il peut, dans ces lieux incertains. Nous voulions, à travers les témoignages présentés ici, leur dire que, malgré nos peines et nos chagrins d'aujourd'hui, nous ne les oublions pas.

Paul Bénos, président

Santé Sud est une association de solidarité internationale reconnue d'utilité publique. Selon sa devise « Agir sans remplacer », elle œuvre depuis 1984 à l'amélioration de l'accès aux soins par le renforcement des personnels et des structures de santé engagés auprès des plus vulnérables : populations rurales, malades chroniques, personnes handicapées, femmes enceintes et nouveau-nés, enfants abandonnés, mères célibataires, personnes marginalisées, etc.

Santé Sud | 200, bd National, Le Gyptis Bt N, 13003 Marseille | Tél. 04 91 95 63 45 | Fax 04 91 95 68 05 | contact@santesud.org | www.santesud.org | Directeur de la publication : Nicole Hanssen | Rédactrice en chef : Julie Bégin | Merci à : Manal Abu Sheikh, Kassem Aina, Madeleine Badaro-Taha, Paul Bénos, Yves Bernaud, Pauline Bresse, Sarah Cheaib, Philippe Dicquemare, Nicole Hanssen, Maha Hodroj, Ibtissam Khalil, Mohamed Orabi, Jihane Rohayem, Suha Tabbal et Nada Zaher | Conception graphique : Point de vue | Impression : IME by Est imprim



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Réfugiés oubliés

Partis en 1948 de Palestine, fuyant la guerre, ils n'ont emporté avec eux que la clé de leur maison. Le seul héritage transmis à leurs enfants, c'est cet espoir de revenir un jour chez eux. Puisqu'ici, ils sont considérés comme apatrides et ne peuvent prétendre à aucune protection sociale, ni à la propriété, ni à un avenir professionnel. Entassés dans une douzaine de camps répartis dans tout le Liban, les 450 000 réfugiés palestiniens sont plus que jamais oubliés par la communauté internationale. Dans ce pays d'à peine 4 millions d'habitants, ils partagent désormais avec leurs frères réfugiés syriens (dont le nombre est estimé à 1,7 millions) leurs logements sordides et la stigmatisation grandissante dans un pays qui a déjà trop souffert.



© Santé Sud

Santé Sud dans les camps

La douleur de l'exil et de la guerre, Santé Sud la côtoie depuis 20 ans. Selon la directrice, Nicole Hanssen, « tous ces réfugiés ont une chose en commun : l'espoir de pouvoir un jour rentrer chez eux. » En 1986, Santé Sud est la première ONG française à mener des actions dans les camps de déplacés en Palestine, plus précisément à Jenine en Cisjordanie, où elle œuvrera pour permettre aux femmes d'accoucher dans de meilleures conditions. En Algérie, ce sera à la demande de l'Union nationale des femmes sahraouiennes dans les camps de réfugiés de Tindouf qu'elle mettra en place, dès 1994, un programme pour améliorer le sort des enfants handicapés. Quant au Liban, l'ONG y mène depuis 2006 des actions visant à mieux prendre en charge les enfants défavorisés porteurs de troubles mentaux, particulièrement l'autisme. C'est d'ailleurs par le biais d'un psychiatre travaillant dans les camps libanais et qui participait aux formations que le présent programme a pu voir le jour en 2013.

Pour Philippe Dicquemare, responsable de programmes à Santé Sud, « ce projet d'appui à la prise en charge psychologique et sociale des enfants et des jeunes dans les camps se justifie d'abord par le niveau très élevé de troubles psychiques et de santé mentale dus aux stress extrêmes que subissent les familles qui vivent dans ces camps. Ces stress sont attribuables à la fois à leur grande précarité économique et à leur difficulté d'accès aux services publics de base – santé, éducation, protection sociale – mais aussi à l'exposition des enfants déscolarisés à des niveaux élevés de violence, d'abus et d'agression y compris sexuelle, situation qui s'est encore empirée avec l'afflux massif de réfugiés syriens dans les camps. »

« camps alors que l'aide internationale diminue ! » Kassem Aïna est aussi Palestinien. C'est cet homme charismatique pétri de tolérance qui a créé, en 1976, l'association Beit Atfal Assumoud (BAA). « Nous sommes la seule association qui offre de l'aide en santé mentale aux enfants et aux adolescents dans ces camps », qu'ils soient palestiniens ou libanais, et maintenant syriens pour 50% d'entre eux ! Après un diagnostic par le psychiatre, l'enfant est référé vers un ou plusieurs professionnels (psychologue, psychomotricien, orthophoniste...) alors que les assistantes sociales, elles-mêmes palestiniennes vivant dans les camps, effectuent le suivi avec les familles.

« comprendre ce qui se joue ici ». Sarah Cheaib est chef de projet pour Santé Sud au Liban. C'est elle qui orchestre les actions qui visent à soutenir BAA pour faire face à cette affluence inédite dans ses 5 Centres de guidance familiale : certains centres ont jusqu'à 300 enfants en liste d'attente !

Ainsi, nous explique Yves Bernaud, pédopsychiatre français œuvrant au Liban avec Santé Sud depuis 2006, « les professionnels nous ont alerté sur l'urgence d'avoir des outils plus adaptés à cette situation. Nous avons alors conçu un vaste programme de formation dont le premier volet concerne les assistantes sociales, qui effectuent notamment les visites à domicile. Elles pourront ainsi effectuer un premier tri et une prise en charge directe pour désengorger les centres. La formation des professionnels médicaux et paramédicaux permettra un diagnostic rapide pour une prise en charge précoce des troubles ». Un troisième volet vise à sensibiliser l'opinion publique sur la question des réfugiés.

DES FAMILLES EN SOUFFRANCE

« No future ». Une inscription taguée sur un des murs encore criblé de balles de Beyrouth qui en dit long sur l'état d'esprit. « Il faut avoir vu ces logements insalubres, ces fils électriques qui pendent par centaines au-dessus des têtes des gamins, qui parfois meurent électrocutés quand il pleut ! Il faut avoir entendu ces mères inquiètes des traumatismes et des troubles d'apprentissage de leurs petits, vu ces hommes défaits par la perte de leur dignité, et peut-être, oui, il faut avoir vécu la guerre et l'exil pour vraiment

PARTENAIRES FINANCIERS

Les actions de ce projet sont financées par l'Agence Française de Développement (AFD) et par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.



Kassem Aïna

© Santé Sud

« Ici, au Liban, les réfugiés n'ont pas les mêmes droits que dans les autres pays ! 36 métiers différents sont interdits aux Palestiniens : médecin, avocat, ingénieur, enseignant... Et maintenant, avec l'arrivée des Syriens, les besoins explosent dans les

Mohamed Arrabi

Psychologue au Centre de guidance familiale de Saïda

Un réfugié palestinien au service de ses frères



© Santé Sud



Dans le camp de Chatila l'insécurité s'ajoute à l'insalubrité.

© Santé Sud

D'aussi loin qu'il s'en souvienne, Mohamed a toujours voulu devenir psychologue. Pas pour l'argent, puisque ni les réfugiés palestiniens ni leurs descendants nés au Liban n'ont le droit d'exercer ce métier, comme une quarantaine d'autres professions d'ailleurs. Mohamed voulait simplement aider ses frères dont il partageait la misère, dans ce camp de Beyrouth qui l'a vu naître...

Dans les yeux de Mohamed, pas une once de rancune malgré les discriminations dont sont victimes les réfugiés palestiniens au Liban. Dans un pays où aucun recensement officiel n'a été mené depuis 1932, Mohamed explique d'une voix douce que le refus de la citoyenneté est compréhensible au regard du fragile équilibre interconfessionnel... « Comment voulez-vous qu'un pays qui a déjà du mal à gérer ses propres communautés intègre autant de réfugiés ? Environ 85% des réfugiés palestiniens sont sunnites... alors si vous donnez des papiers à ces centaines de milliers de personnes, vous risquez de provoquer un séisme au Liban ! Et personne n'a envie de revivre la guerre ici. » Pour autant, il ne renonce pas et porte haut son combat pour atténuer la misère dans les camps.

« CE SONT MES PROPRES TRAUMATISMES QUI M'ONT DÉCIDÉ À AGIR ! »

« Quand mon père est mort, dans les années 80, je n'avais que 9 ans... Deux ans plus tôt, nous assistions au massacre de Sabra et Chatila. Ils sont entrés dans les camps avec la volonté de tuer tous les hommes. On a parlé de 4000 morts à l'époque. Avec ma famille, nous étions juste à côté de Chatila. On s'est terrés pendant plusieurs jours car on pensait que nous serions les prochains... Plus tard, des guerres intestines ont opposé les camps les uns aux autres. Un jour, durant une attaque dans notre camp, un soldat de AMAL¹ m'a attrapé et m'a poussé violemment contre le mur. Il a pointé son

arme sur moi, mais un voisin m'a tiré par la manche juste à temps... Notre maison a aussi été détruite durant les combats, alors nous sommes venus ici à Saïda. »

L'histoire de Mohamed ressemble à tant d'autres. Mais lui réussira à se reconstruire et à puiser dans ses souffrances la force pour poursuivre son rêve. « Je voulais aider les autres ! » Au Lycée, plusieurs de ses camarades s'enrôlent dans des milices diverses pour gagner un peu d'argent. Malgré la condition misérable qui est la sienne, il s'y refuse. Puis, c'est l'université. « Décider d'étudier en psychologie n'a pas été un choix facile. Non seulement je savais que je ne pourrais pas gagner ma vie en libéral, mais en plus à l'époque, dans le seul endroit où j'aurais eu le droit de pratiquer, c'est-à-dire à l'intérieur des camps, la santé mentale était une question taboue. »

Après son diplôme, durant plus de deux ans, Mohamed travaillera bénévolement dans un hôpital spécialisé en santé mentale, puis au sein d'associations libanaises. « Je rencontrais beaucoup de réticence à l'embauche, d'abord en tant que Palestinien, mais aussi parce que le fait d'être un homme pour travailler auprès des enfants pouvait paraître suspect... Enfin, je portais la barbe à cette époque ! » s'amuse-t-il. Puis une association libano-palestinienne qui scolarisait des enfants en difficulté d'apprentissage lui donne enfin sa chance. Ce qui devait être un stage bénévole se transforme en un emploi rémunéré quelques jours plus tard ! Il y travaillera 7 ans, tenant en parallèle des consultations psychologiques pour adultes dans le camp Mar Elias à Beyrouth. « Avec le bouche à oreille, des patients Libanais ont commencé à venir me consulter dans le camp ! » Puis un jour, à la conférence annuelle, Kasseem Aina, président de Beit Atfal Assumoud, repère ce jeune palestinien atypique et lui demande de rejoindre son équipe. « Il m'a juste dit : 'Chez nous, tu auras les mêmes droits, le même respect et le même salaire que tes collègues libanais' ». Depuis, Mohamed travaille au Centre de guidance familiale de Saïda comme psychologue auprès des enfants des deux camps que compte la ville. « Je crois que tant qu'on n'est pas passé par les camps, on ne peut pas vraiment comprendre... Moi je sais exactement ce que ressentent ces enfants car je viens du même milieu, j'ai vécu les mêmes épreuves... » Son travail est apprécié de tous, et il fait enfin ce qu'il sait le mieux faire : aider les autres !

Massacre de Sabra et Chatila



Du 16 au 18 septembre 1982, en pleine guerre du Liban, deux camps de réfugiés palestiniens de Beyrouth-Ouest sont encerclés par l'armée israélienne, alors alliée des Phalangistes (parti formé essentiellement de Chrétiens maronites). Afin de déloger les combattants de l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP) présumés présents dans ces camps, les Phalangistes massacrent entre 700 et 3000 civils, provoquant une vague d'indignation dans le monde.

¹ AMAL (espoir en arabe) : l'une des plus importantes milices musulmanes, de confession chiite, qui a mené de nombreuses actions contre les camps soutenant l'OLP durant la guerre civile.

Une enfance dans les camps



Un large sourire illumine Aya lorsqu'elle court à notre rencontre et se précipite dans les bras de Ibtissam Khalil, du centre de Saïda.

Santé Sud Infos a suivi les assistantes sociales, elles-mêmes Palestiniennes, lors de leurs visites à domicile auprès des enfants suivis dans les Centres de guidance familiale (CGF) de Beit Atfal Assumoud. Rencontrez ces familles qui nous racontent leur histoire.*

*À la demande des familles, tous les prénoms ont été changés.

Saïda



© Santé Sud

Sonia

« Ma petite fille Aya a commencé à avoir constamment peur. Elle se réveillait la nuit en hurlant. »

de blocs de ciment, à flanc de précipice. La petite nous montre avec fierté les dessins qu'elle a faits à l'école. « Quand l'UNHCR¹ a cessé de leur verser une aide, en juillet dernier, ils ont eu 'la chance' d'être hébergés gratuitement dans cette fabrique par l'employeur de son fils aîné » raconte l'assistante sociale. « Malheureusement, il a de l'asthme et le médecin dit que la poussière est mauvaise pour lui. Mais sans son revenu, qui en partie sert à payer ses médicaments, ils

n'ont plus rien ! Ils ont aussi très peur des incendies, et de cette habitation de fortune qui menace de s'écrouler... » Extraits de l'entretien avec Sonia, la courageuse mère de famille.

« Nous vivions en Syrie avec nos 9 enfants. Grâce à Dieu nous étions heureux. Très pauvres mais heureux. Mais la guerre a commencé. Ils ont pris mon mari et nous ont ramené son corps brûlé le lendemain. Après 2 mois nous sommes partis pour le Liban. Ma petite fille Aya a commencé à avoir constamment peur. Elle se réveillait la nuit en hurlant. Quand je l'emmenais voir d'autres enfants, elle s'agrippait à moi. Quand moi-même ou ses frères et

sœurs sortions, elle nous retenait en disant qu'on allait nous tuer comme ils ont tué son papa ! J'étais si fatiguée. L'une de mes filles, plus âgée, s'est mariée et est retournée en Syrie. L'autre jour il y avait des bombardements et elle a téléphoné, elle pleurait. Elle m'a dit : 'laisse-moi te voir une dernière fois avant de mourir ! Ils approchent !' Qu'est-ce que je peux lui répondre. (Sa voix se brise.) Elle est enceinte et elle a commencé à avoir des saignements. C'est alors qu'on m'a parlé du Centre de BAA, qui nous a beaucoup aidés, et j'en remercie Dieu. Dima (psychologue du centre) voyait Aya, que Dieu la bénisse, puis elle a commencé à aller mieux. Chaque fois qu'on passait près des militaires, Aya était terrorisée. Dima lui a demandé de les saluer, et elle s'est rendue compte que 'ces militaires du Liban étaient plus gentils que ceux en Syrie'. J'ai aussi mon fils Anas qui a un traumatisme mais il garde tout à l'intérieur. J'ai pu le mettre à l'école mais l'instituteur se plaignait qu'il ne comprenait pas. Il pleurait dès qu'il lui adressait la parole ! A deux reprises, il a dit qu'il voulait se suicider, rejoindre son papa et en finir avec cette vie. Un enfant de 8 ans qui parle comme ça... J'ai tout raconté à Dima qui l'a référé à Mohamed (psychologue au centre). Maintenant il est suivi et il va mieux. Aya aussi a commencé l'école, grâce à Ibtissam qui a parlé à l'instituteur. Bien que ce soit sa première année ses notes sont très bonnes ».

¹ UNHCR : Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations-Unies.

Nous sommes dans la ville de Saïda. Selon Ibtissam Khalil, responsable du CGF, le camp de Ein el Helwe, réputé pour sa dangerosité, est passé de 70 000 réfugiés à 120 000 avec l'arrivée des Syriens. Faute de place - ou d'argent pour payer le loyer abusif de logements insalubres - nombreuses sont aujourd'hui les familles qui habitent en périphérie des deux camps de Saïda. C'est le cas de Aya, 10 ans, réfugiée syrienne. Un large sourire illumine son visage lorsqu'elle court à notre rencontre et se précipite dans les bras de Ibtissam et de Nada Zaher, l'assistante sociale qui la suit au centre. Le bruit assourdissant des scies couvre leur voix alors qu'elles descendent dans la carrière qui abrite leur cabane faite

Beyrouth



© Santé Sud

Fatima et Tarek

« Le peuple palestinien est un peuple vraiment démuné et personne ne sait ce que nous vivons ici. »

Seuls ceux qui n'attendent plus rien de la vie ont ces yeux-là. Comme bien des habitants du camp Borj el Brajne à Beyrouth, qui n'ont plus ni passé, ni futur. Adossés au mur criblé de balles de la pièce poussiéreuse qui leur sert de logement, ils attendent impassibles le retour des enfants. Pourtant, à l'arrivée des garçons, une lueur de vie traverse les prunelles de la maman. Dans la maison, des fillettes dorment, en plein jour, alors qu'un bébé à la couche pleine se balance sur une caisse. Dehors, l'amoncellement de débris attire les chats et la vermine. Lui, c'est Tarek. Le regard lointain, il tire sur une cigarette déjà éteinte. Son corps n'est que tremblements. Parkinson, dépression... Elle, c'est Fatima. Son visage est buriné par le temps, l'errance et la misère. Elle est Palestinienne, née au Liban pourtant, souffrant d'hypertension et de diabète. Longtemps elle et sa famille ont erré dans Beyrouth, sans abri, avant d'aboutir ici il y a cinq ans. Elle raconte...

« Le bébé c'est celui de ma fille de 26 ans. Elle est revenue vivre avec nous quand son mari l'a quittée. Les autres sont à moi. Mon fils de 9 ans a eu un manque d'oxygène à sa naissance et il a eu des problèmes au cœur mais on n'a pas pu le faire opérer. Il a une thalassémie pour laquelle il se rend régulièrement à l'hôpital. Et puis il a de l'asthme. L'air n'est pas bon ici. C'est l'UNRWA² qui paie les médicaments [pour les parents, mais pas pour les enfants car ils n'ont pas de papiers d'identité]. L'une des assistantes sociales de BAA est venue nous voir pour nous demander d'envoyer les enfants à l'école [gratuite de l'UNRWA]. Ils ont réussi à nous trouver une place. Je suis très fière d'eux car ils travaillent bien, ils ont de bonnes notes, ils ne traînent pas trop dans la rue. Je remercie Dieu pour tout ce que nous avons maintenant. Le peuple palestinien est un peuple vraiment démuné et personne ne sait ce que nous vivons ici. Nous avons surtout besoin de paix. »

² UNRWA : Agence onusienne en charge des palestiniens au Moyen-Orient.

Tyr



Yahman

« J'aimerais aller à l'école... Je dessinerais un canard, une voiture et un obus ! »

Dans la jolie ville portuaire de Tyr, à quelques encablures de la frontière palestinienne, trois camps de réfugiés se disputent la place avec les nombreuses zones d'habitations de réfugiés non officielles, comme ici, dans cet immeuble en construction que l'UNHCR utilise pour loger des familles syriennes. Yahman, 7 ans, est très intrigué par l'appareil photo. Il répond volontiers aux questions... Le petit n'a jamais pu fréquenter l'école. *« Moi, plus tard, j'aimerais aller à l'école... Je dessinerais un canard, une voiture et un obus ! Et puis je construirai une jolie maison, grande jusqu'au plafond, pour ma maman ! »* Puis d'un coup il soulève son t-shirt et me montre une grande cicatrice qui lui traverse l'abdomen. Il me jette un regard fripon, puis détale jouer avec ses frères !

« Je suis déjà surprise qu'il soit resté si longtemps devant la caméra sans bouger ! Il s'est beaucoup amélioré ! » souligne Nivin Al Murshed, l'assistante sociale. *« Quand nous étions en Syrie, explique sa maman Zeinah, il a été touché par une balle à fragmentation. Il a été opéré en catastrophe mais l'hôpital a été bombardé et ils ont laissé des fragments. C'est à ce moment-là que j'ai décidé de partir. Nous avons percé un trou dans le mur pour ne pas être vus des tireurs et, de maison en maison, nous avons réussi à nous échapper et nous sommes venus ici. Yahman a toujours été turbulent mais depuis la guerre il a commencé à être violent avec ses frères et soeurs... A BAA ils m'ont dit qu'il était hyperactif et qu'il avait un traumatisme. Il ne parlait pas. Il restait comme un zombie devant la télé, il était très agité... »* L'assistante sociale renchérit : *« Avant toutes les activités qu'on lui proposait étaient chaotiques, il ne pouvait pas se concentrer, on ne pouvait pas lui parler... Maintenant il écoute mieux sa maman et il arrive à parler de la guerre. Il se rappelle les bombes, les tirs, il commence à exprimer tout ça. C'est bien qu'il ne le garde pas à l'intérieur. Maintenant, il dit qu'il veut retourner à 'Rajaa', car elle est gentille avec lui. Rajaa était une petite fille en Syrie avec qui il jouait beaucoup. Pour lui, Rajaa est synonyme de Syrie. »* La maman confirme : *« Il s'est beaucoup amélioré, il est moins violent, il cherche l'attention et interagit ; il accepte davantage les règles, il joue avec ses frères et soeurs, ce qu'il ne faisait pas avant, et il commence à apprendre la patience. Mais la vie n'est pas facile... Nous avons du mal à nous nourrir, Yahman a besoin de médicaments, on n'a pas d'argent pour les payer. Et maintenant l'ONU annonce qu'ils vont arrêter de payer le loyer : je ne sais pas comment on va faire. »* Quand on lui demande comment elle voit l'avenir, elle répond : *« je ne vois rien ! »*. Son seul vœu serait de rentrer chez elle mais ne voit pas le jour où ça arrivera.

Améliorer la prise en charge des enfants

Nassim a 10 ans. Comme 2500 autres enfants réfugiés au Liban - un nombre qui augmente constamment - il fréquente l'un des 5 Centres de guidance familiale (CGF). Il y a quelques années, alors que sa mère vit une situation de violence conjugale, il multiplie les épisodes d'automutilation. C'est une tentative de suicide par absorption de médicaments qui le conduit à l'hôpital. Aujourd'hui Nassim va mieux. Il est toujours pris en charge pour des troubles de l'apprentissage, alors que sa grande sœur sort également d'une dépression. Quant à la petite Sana, elle manque l'école un jour sur deux en raison de sa santé délicate, attribuable aux mauvaises conditions d'hygiène dans les camps. Ce genre de cas, l'équipe de Beit Atfal Assumoud y est confrontée chaque jour. C'est pourquoi des formations très ciblées sont destinées aux personnels : un moment pour se ressourcer et les aider à mieux gérer tous ces problèmes éminemment complexes.



© Santé Sud

DES PATHOLOGIES « TRANSMISES »

Dans les 5 Centres de guidance familiale (CGF) qui accueillent les enfants de 0 à 18 ans, on constate à quel point la densité de la population dans les camps, les difficultés socio-économiques, les séquelles de la guerre, la discrimination envers les réfugiés et la déscolarisation ont un impact sur le développement des enfants. Selon le Dr Jihane Rohayem, psychiatre au Centre de Saïda, « le taux de consanguinité très élevé dans les camps entraîne également des maladies génétiques, avec des retards cognitifs, des troubles de l'apprentissage énormes, de l'hyperactivité, de l'hyperkinésie et beaucoup de troubles autistiques. On rencontre aussi énormément de dépressions infantiles et des troubles du comportement divers souvent causés par la violence des parents ou par la transmission de leurs propres psychopathologies aux enfants. On est dans une sorte de cocktail explosif qui crée une pression physique et psychologique permanente sur les enfants ».

FORMER LES ASSISTANTES SOCIALES : MEILLEUR GAGE DE TRANSMISSION AUX FAMILLES

Dans un tel contexte, et devant l'énorme accroissement des besoins conséquent à l'arrivée des réfugiés syriens, les personnels des 5 CGF se sont tournés vers Santé Sud avec des demandes précises en formation. D'une part, il s'agit de procurer aux assistantes sociales, dont la formation initiale est très inégale, des outils pour mener une première évaluation des enfants, notamment lors des visites à domicile, et pour les habiliter à intervenir directement. Ces femmes sont toutes Palestiniennes et habitent dans les camps. Elles bénéficient de la confiance des familles, qui les voient comme des pairs, voire des confidentes. Elles sont en outre extrêmement motivées et ont unanimement acclamé les formations, particulièrement celle de la Jordanienne Suha Tabbal, elle aussi d'origine palestinienne. « Nous avons d'abord fait une mise à niveau pour que chacune connaisse le développement normal de l'enfant », raconte la formatrice. « Puis je leur ai montré à utiliser le système 'Portage', un outil qui permet à la fois d'éva-

luer les enfants et de les stimuler pour mettre en œuvre le plan d'action personnalisé concocté avec l'équipe du centre. Avec des études de cas et des jeux de rôles, nous avons travaillé à les renforcer dans leur mission d'accompagnante des familles. Elles ont adoré jouer les mamans, puis à leur montrer comment mieux valoriser leur enfant, et plus encore à jouer les enfants ! Je leur ai donné des trucs concrets, par exemple montrer à la maman comment découper la nourriture en triangle, carré, cercle... de manière à amener l'enfant à reconnaître ces formes ».

DIAGNOSTIC PRÉCOCE DE L'AUTISME

Pour les professionnels – psychiatres, psychologues, éducateurs, orthophonistes, psychomotriciens, etc. - des outils pour effectuer le diagnostic de l'autisme et le bilan sensori-moteurs constituaient les demandes prioritaires. « Il apparaissait crucial de leur transmettre les techniques permettant de dépister les enfants porteurs du spectre autistique le plus tôt possible afin qu'ils puissent les traiter précocement et permettre aux parents de trouver les solutions pour que leur enfant souffre le moins possible dans son environnement, en sachant que ses capacités d'être en relation, d'intégration et d'expression seront réduites » rapporte le Dr Yves Bernaud, qui a formé la cohorte libanaise à l'approche ADOS (Autism Diagnostic Observation Schedule). « Nous sommes 4 psychiatres pour 5 centres, les seuls qui reçoivent les réfugiés palestiniens... Le travail est titanesque » raconte Madeleine Badaro-Taha, directeur médical des 5 FGC. « Grâce à ces formations, les équipes sentent qu'elles avancent, car un meilleur diagnostic, c'est une meilleure prise en charge des enfants, et c'est ça la vraie motivation ! Les formations des assistantes sociales permettront en outre de désengorger les consultations des spécialistes et de recevoir des centaines de familles supplémentaires. » Malgré la dégradation des conditions sanitaires et sociales dans les camps, la guerre qu'elle a connue toute petite et dont elle craint de ne pas voir la fin, Madeleine continue de croire en ce qu'elle fait au jour le jour. « Heureusement, ces enfants sont très résilients, et plusieurs fois, ils m'ont donné des leçons d'optimisme et de courage ! »

SUR LE VIF

LES FORMATIONS DE SANTÉ SUD ONT-ELLES CHANGÉ VOTRE QUOTIDIEN ?

© Santé Sud



MANAL ABU SHEIKH,
ASSISTANTE SOCIALE À
BEYROUTH

Oui ! Dans le camp de Chatila, où j'habite, en plus de l'insalubrité, nous vivons dans l'insécurité. Différents partis politiques sont présents et parfois, des conflits éclatent et les passants sont touchés par les balles perdues. C'est pour ça que les parents interdisent aux enfants de sortir dans la rue lorsqu'il y a des problèmes... Moi je me sens responsable du sort des enfants palestiniens, car je peux ressentir leurs souffrances ! C'était la première fois que j'avais une formation aussi appliquée ! J'ai vraiment adoré, ça m'a ressourcée ! Cela m'est très utile pour évaluer les compétences de ces enfants et ainsi être en mesure de mieux les faire évoluer.

MAHA HODROJ, ASSISTANTE
SOCIALE À TYR



© Santé Sud

Absolument ! Chaque fois que je peux améliorer mes compétences, je le fais ! La formation sur le « Portage » et le workshop avec le Dr Najwa étaient très appropriés ! Avec une formation aussi pratique et concrète, basée sur l'approche communautaire, c'est comme si on avait choisi exactement la bonne clé parmi des centaines alors que nous étions devant une porte verrouillée ! Nous pouvons enfin travailler directement à la prise en charge des enfants quand on va visiter les familles à domicile. On se sent utiles et c'est ce qui nous permet de poursuivre le travail malgré les difficultés, les cas très lourds, parfois le découragement... Merci Santé Sud !

Des enfants qui ne jouent pas

© Santé Sud



Bassem a 9 ans et c'est sa 4^e séance de psychomotricité. A cause de sa petite taille due à un problème de croissance et de ses difficultés scolaires, ses camarades en ont fait leur bouc émissaire. « Aujourd'hui j'ai vu une très grande évolution. Il était vraiment volontaire et dans la dernière activité, qui visait à développer l'analyse visuo-spatiale, il a réussi à intégrer des stratégies vues précédemment et a compléter son exercice de construction rapidement ! »

Pour Pauline Bresse, psychomotricienne au CGF de Beyrouth, ce qui manque le plus aux enfants « *c'est de jouer, de s'exprimer* ». Les parents ont peur de laisser les enfants jouer dehors, et ils n'ont pas les moyens d'acheter des jouets. « *Or c'est en jouant que l'enfant développe ses capacités motrices et cognitives (attention, mémoire...), sa créativité, son esprit d'initiative, ses compétences de planification ou d'interaction sociale...* » Toutes les séances de la psychomotricienne étant construites autour du jeu, pas étonnant que tous les enfants qui passent dans les CGF soient enthousiastes ! « *Mais beaucoup d'autres enfants n'ont pas cette chance : quand je vois ces petits de 6-7 ans qui mendient dans les rues jusqu'à 2 ou 3 heures du matin, ça me fend le cœur ! Il faudrait que tous les enfants aient la chance de pouvoir être éduqués, de pouvoir simplement jouer.* » Mais avec l'arrivée des réfugiés syriens, la misère ne fait que s'accroître et le jeu devient un luxe que peu d'enfants peuvent se permettre.

EN BREF

FRANCE

Point Rencontre « Réfugiés oubliés »



© Santé Sud

Le jeudi 21 janvier 2016, 18h30, à la Maison de la Région à Marseille, Rendez-vous pour la projection du film « Les Clés du rêve perdu » tourné dans 4 des 12 camps de réfugiés palestiniens au Liban, où s'entassent des milliers de familles palestiniennes et syriennes, sans espoir de retour. Suivra un débat en présence de Sarah Cheaib (photo), chef de projet pour Santé Sud au Liban, et d'autres intervenants sur la question des réfugiés dans le monde et en France. Inscription www.santesud.org

« Parcours migratoires et santé » Entre espoir et tristesse

Le vendredi 13 novembre dernier avait lieu la 10^e Journée provençale de la santé humanitaire sur le thème « Parcours migratoires et santé ». Alors que les 700 personnes présentes se quittaient sur des paroles d'apaisement, d'ouverture à l'autre et d'espoir pour tous les migrants, la douleur des attentats à Paris, qui ont fait suite à ceux de Beyrouth et tant d'autres, devait vite nous rattraper. Mais elle ne fait que renforcer notre résolution à défendre les plus vulnérables, et les riches échanges de la journée, particulièrement le témoignage d'Ibrahim Diallo (photo), demandeur d'asile, porteront longtemps dans les esprits de chacun. Cette même journée a aussi été l'occasion de tirer les 33 lots de la Grande Tombola de Santé Sud : 14 950€ ont été récoltés et serviront



© Jean-Yvon Liebot

à financer nos huit programmes visant à réduire la mortalité maternelle et infantile. Merci ! Des actes audio ainsi que les photos de la journée et la liste des gagnants de la tombola sont en ligne sur www.santesud.org

MADAGASCAR

Guide de médecine d'urgence en milieu isolé à Madagascar

55 médecins généralistes communautaires (MGC) installés par Santé Sud exercent aujourd'hui à Madagascar. Dans ces régions rurales enclavées, ils sont seuls pour faire face aux urgences les plus diverses. Le Dr Etienne Kras, médecin urgentiste qui intervient comme formateur auprès des MGC depuis plusieurs années, a rédigé un guide pratique afin de leur permettre de renforcer leur pratique des gestes qui sauvent en fonction des pathologies les plus fréquentes et des thérapeutiques disponibles localement. Les docteurs Kras et Jean-François Pontic reviennent tout juste d'une mission où ils ont pu utiliser le Guide pour former des formateurs malgaches « référents maîtres de stage », des MGC expérimentés qui accueillent en stage les nouveaux médecins candidats à la médecine de campagne... La diffusion s'étendra sous peu à tous les MGC, notamment via internet.



© Santé Sud

ALGERIE - TUNISIE - MAROC

Parution de Mères célibataires au Maghreb



© Santé Sud

Lors de conférences de presse données en France, en Algérie, au Maroc et en Tunisie à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes le 25 novembre dernier, Santé Sud et ses partenaires SOS Femmes en Détresse, INSAF et le Réseau Amen Enfance Tunisie lançaient le recueil *Mères célibataires au Maghreb, défense*

de droits et inclusion sociale. Cette enquête est le fruit de 125 entretiens réalisés par Luciana Uchôa-Lefebvre avec des mères et des professionnels les accompagnant au sein d'associations ou de structures publiques. À télécharger sur le site (français / arabe) : <http://merescelibatairesmaghreb.santesud.org>

TUNISIE

Pour une meilleure application des droits des enfants sans soutien familial

Ils vivent à Nabeul, Bizerte, Monastir, Sousse, Mahdia, Tunis, Gabès, Médenine, Gafsa, Sfax ou Kairouan. Ils ont en commun d'avoir été confiés par leur maman, une jeune mère célibataire rejetée par sa famille et sans ressources, à une pouponnière associative. Mais surtout, ils sont tous condamnés par la société et rejetés. Après de nombreuses formations pour améliorer la prise en charge de ces enfants dans les pouponnières, Santé Sud amorce aujourd'hui un nouveau volet de son combat. Il s'agit de renforcer le Réseau Amen Enfance Tunisie, qui regroupe ces pouponnières, afin qu'il puisse porter haut et fort les droits de ces enfants. Santé Sud souhaite ainsi mettre en place un plaidoyer efficace pour modifier la loi et faire appliquer des mesures plus équitables pour les enfants nés hors mariage, puis sensibiliser la population, faire reconnaître le statut d'assistante maternelle avec une formation diplômante et surtout, faire en sorte que ces structures bénéficient des ressources nécessaires à leur survie.



© Santé Sud



Contribuez à la santé mentale des enfants réfugiés

Il reste encore **53 855 €** à trouver pour aider les enfants des camps à être mieux pris en charge : vos dons, déductibles à 66% des impôts, sont importants !